

Mercredi 30 novembre 2016



PRIÈRE

TREIZE HEURES TRENTE

AFFAIRES COURANTES

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. FLETCHER

(N° 202) — *Loi modifiant la Loi sur les assurances/The Insurance Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 203) — *Loi modifiant la Loi sur les circonscriptions électorales/The Electoral Divisions Amendment Act*

M. FLETCHER

(N° 204) — *Loi sur les jours fériés (modification de diverses dispositions législatives)/The Statutory Holidays Act (Various Acts Amended)*

M. FLETCHER

(N° 205) — *Loi sur la désignation du cimetière Brookside/The Brookside Cemetery Recognition Act*

M. FLETCHER

(N° 206) — *Loi modifiant la Loi sur la profession d'avocat (nomination de conseillers de la Reine)/The Legal Profession Amendment Act (Queen's Counsel Appointments)*

M. WIEBE

(N° 207) — *Loi modifiant la Loi sur la santé publique/The Public Health Amendment Act*

M^{me} KLASSEN

(N^o 209) — *Loi modifiant la Loi sur la santé mentale et la Loi sur les renseignements médicaux personnels/The Mental Health Amendment and Personal Health Information Amendment Act*

RAPPORTS DE COMITÉS

DÉPÔT DE RAPPORTS

DÉCLARATIONS DE MINISTRE

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉ

QUESTIONS ORALES

PÉTITIONS

M. MALOWAY

ORDRE DU JOUR

AFFAIRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

REPRISE DU DÉBAT (SIXIÈME JOUR)

Sur la motion de M^{me} GUILLEMARD

Que soit présentée à la lieutenant-gouverneure l'adresse suivante :

Nous, députés à l'Assemblée législative du Manitoba, vous remercions bien humblement du discours que vous avez prononcé à l'ouverture de la deuxième session de la quarante et unième législature du Manitoba.

Motion d'amendement de M^{me} MARCELINO (Logan)

Il est proposé que la motion principale soit amendée par adjonction, à la fin, de ce qui suit :

Cependant, l'Assemblée déplore que le gouvernement provincial :

- a) ait annoncé un programme de réductions et de mesures d'austérité, brisant ainsi ses promesses visant à protéger les travailleurs de première ligne et les services qu'ils fournissent alors que ses ministres ont reçu de fortes hausses de salaire, ce qui nuira à la santé de l'économie et entraînera l'accroissement des inégalités et la détérioration des conditions de vie des Manitobains ordinaires;
- b) ait ouvert la voie à la privatisation et à la dérégulation de services de première ligne essentiels et importants et qu'il ait décidé de cacher ses intentions et de ne pas les soumettre à un examen public impartial, nuisant ainsi à la prestation de services par le secteur public et au principe de la reddition de compte;

- c) ait fabriqué des crises politiques partisans et qu'il ait refusé de faire preuve de transparence et de déposer des documents présentant des prévisions financières à long terme permettant de justifier un programme de privatisation et de réductions en matière de services de première ligne;
- d) n'ait pas pris de mesures afin de maintenir le coût de la vie à un niveau abordable pour les Manitobains étant donné qu'il a permis l'augmentation des prix du chauffage domestique, des tarifs d'électricité, des tarifs d'assurance-automobile et des frais de scolarité pour les études postsecondaires;
- e) n'ait pas présenté de plan concret pour répondre à un large éventail de besoins dans de nombreux domaines importants pour les Manitobains dont les suivants : les soins de santé, les soins à domicile, les aînés, l'environnement, le changement climatique, le salaire minimum, les places de garderie financées publiquement, le système de protection de l'enfance, le logement, la pauvreté, le système de justice, le système d'éducation public, le financement des établissements postsecondaires, l'infrastructure, les collectivités rurales du Manitoba, le développement économique du Nord, les investissements à Winnipeg, à Brandon et dans les autres municipalités ainsi que l'agriculture,

et que le gouvernement provincial ait par conséquent, et en raison de ses nombreux autres échecs, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba.

Motion d'amendement de M^{me} KLASSEN

Que la motion d'amendement soit amendée par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :

- f) ne se soit pas engagé à diminuer les frais d'ambulance de 50 % cette année;
- g) ne se soit pas engagé à mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport de 2016 du caucus libéral portant sur la santé cérébrale;
- h) ne se soit pas engagé à augmenter le financement accordé aux élèves ayant des besoins spéciaux et à simplifier les procédures de demande de financement;
- i) ne se soit pas engagé à diversifier les industries et le tourisme dans l'économie du Nord plutôt que de se fier à l'exploitation des ressources naturelles;
- j) ne se soit pas engagé à divulguer la stratégie sur l'obligation de consulter les collectivités autochtones;
- k) ne se soit pas engagé à appuyer les zones de développement économique en milieu urbain autochtones;
- l) ne se soit pas engagé à améliorer les systèmes technologiques désuets utilisés par ses ministères;
- m) ne se soit pas engagé à améliorer les problèmes relatifs aux logements avec services de soutien et aux foyers de soins personnels;
- n) ne se soit pas engagé à réduire le coût des médicaments sur ordonnance;
- o) ne se soit pas engagé à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie provinciale sur le suicide;

- p) ne se soit pas engagé à mettre en œuvre un groupe de travail sur le soutien en santé mentale chargé de venir en aide aux collectivités manitobaines à la suite d'un suicide;
- q) ne se soit pas engagé à inclure la criminalisation de la maladie mentale dans le cadre de l'examen du système de justice;
- r) ne se soit pas engagé à réduire les répercussions de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles sur les fermiers manitobains;
- s) ne se soit pas engagé à faire construire immédiatement une unité spécialisée en accidents vasculaires cérébraux au Manitoba;
- t) ne se soit pas engagé à ne pas augmenter les coûts associés aux demandes faites dans le cadre du programme Candidats du Manitoba.

(M. KINEW — 6 min)

DEUXIÈME LECTURE

M. le *ministre* FRIESEN

(N^o 2) — *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières (exécution réciproque)/The Securities Amendment Act (Reciprocal Enforcement)*

(Recommandé par la lieutenant-gouverneure)

M. le *ministre* FRIESEN

(N^o 3) — *Loi du Manitoba sur les régimes de pension agréés collectifs/The Pooled Registered Pension Plans (Manitoba) Act*

(Recommandé par la lieutenant-gouverneure)

M^{me} la *ministre* STEFANSON

(N^o 4) — *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale/The Provincial Court Amendment Act*

M^{me} la *ministre* CLARKE

(N^o 5) — *Loi modifiant la Charte de la ville de Winnipeg, la Loi sur l'aménagement du territoire et la Loi sur les biens réels (ententes de conformité en matière de normes de construction)/The City of Winnipeg Charter Amendment, Planning Amendment and Real Property Amendment Act (Conforming to Construction Standards Through Agreements)*

M. le *ministre* PEDERSEN

(N^o 6) — *Loi abrogeant la Loi sur la Commission manitobaine d'aménagement de la route située du côté est/The Manitoba East Side Road Authority Repeal Act*

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT — DÉBAT

M. le *ministre* MICKLEFIELD

Que malgré le *Règlement* et les usages de l'Assemblée, le projet de loi 213 — *Loi modifiant la Loi sur la fonction publique (embauche préférentielle des réservistes ayant été en activité de service)/The Civil Service Amendment Act (Employment Preference for Reservists with Active Service)* — soit réinscrit pendant la deuxième session de la 41^e législature à l'étape où il se trouvait au moment de la prorogation de la première session de cette même législature.

[M^{me} MARCELINO (Logan) — illimité]

PROPOSITIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

M. le *ministre* FRIESEN — Améliorations au Régime de pensions du Canada

Attendu :

que le Régime de pensions du Canada est un pilier clé du système de revenu de retraite du Canada;

que le nouveau gouvernement provincial du Manitoba a réussi, en collaboration avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, à faire valoir la nécessité d'approfondir les recherches et les analyses quant à certaines modifications qui entraîneraient non seulement la croissance mais également l'amélioration du Régime de pensions du Canada;

que les propositions faites par le Manitoba ont reçu le soutien unanime des premiers ministres du Canada;

que le gouvernement provincial entreprend en ce moment des consultations publiques sur le Régime de pensions du Canada afin d'entendre ce que les Manitobains qui contribuent au régime ont à dire en vue de s'assurer que les améliorations répondront à leurs besoins une fois qu'ils seront à la retraite;

que le gouvernement fédéral a accepté de discuter davantage des propositions faites par le Manitoba dans le cadre de l'examen triennal 2016-2018 du Régime de pensions du Canada;

que l'examen triennal et les propositions concernant le Régime feront l'objet de discussions lors de la prochaine réunion des ministres des Finances en décembre;

que le Manitoba croit que le Régime de pensions du Canada doit continuer à être abordable pour les travailleurs et les employeurs;

que la prestation de décès du Régime de pensions du Canada a été immobilisée et n'a pas augmenté depuis 1998, alors que le coût de la vie a continué à croître,

il est proposé que l'Assemblée législative du Manitoba soit exhortée à appuyer l'indexation de la prestation de décès du Régime de pensions du Canada et l'élimination de la récupération du Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées qui ont perdu leur conjoint et qui reçoivent la prestation de survivant, tout en effectuant un examen exhaustif des prestations de survivant et d'invalidité du Régime de pensions du Canada lors de l'examen triennal de ce programme.

FEUILLETON DES AVIS

AVIS DE MOTIONS POUR JEUDI

M^{me} FONTAINE

(N^o 210) — *Loi sur le protecteur des enfants/The Children's Advocate Act*

M. HELWER

(N^o 211) — *Loi sur le règlement des différends internationaux relatifs aux investissements/The Settlement of International Investment Disputes Act*

AVIS DE RÉUNIONS DE COMITÉ

Le Comité permanent des COMPTES PUBLICS se réunira le mercredi 30 novembre 2016, à 19 heures, dans la salle 255 du palais législatif, à Winnipeg, afin d'examiner les rapports qui suivent et dont il a été saisi :

- comptes publics pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014 (volumes 1, 2, 3 et 4);
- comptes publics pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 (volumes 1, 2 et 3);
- comptes publics pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016 (volumes 1, 2 et 3);
- rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mai 2016 :
 - « Accounts and Financial Statements ».